

L'ÉTINCELLE ANTICAPITALISTE

Journal des jeunes du NPA - De la révolte à la révolution !

1 euro

#30
ÉTÉ
2013

RÉFORME DES RETRAITES, AUSTÉRITÉ DANS LES FACS ET LES LYCÉES...



NOUS NE SERONS PAS LA GÉNÉRATION SACRIFIÉE !

D'ISTANBUL À RIO, LA JEUNESSE NE BAT PAS EN RETRAITE !

Des soulèvements populaires partis de la jeunesse et qui se répandent à toute une société, on commencerait presque à s'y habituer depuis trois ans.

Trois ans : c'était le mouvement des retraites en France, un pays presque paralysé par la grève des raffineries de pétrole, des affrontements de rue entre la jeunesse des quartiers populaires et la police... Quelques semaines plus tard, les étudiants battaient le pavé en Italie et en Grande-Bretagne, occupant même le siège du Parti conservateur au pouvoir...

Et puis la révolte se transformait en processus révolutionnaire en Tunisie, en Égypte et dans tout le Moyen-Orient, faisant tomber des dictateurs et trembler tous les régimes...

Elle traversait de nouveau la Méditerranée pour devenir indignation dans l'État espagnol, puis place

Syntagma en Grèce et dans toute l'Europe. Et, de Wall Street à Oakland, le cœur de la bête lui-même était touché par les « Occupy ». Pendant ce temps, au Chili ou au Mexique, les mobilisations étudiantes embrasaient les campus latino-américains.

Aucun pays n'est épargné par la crise, aucune classe dominante n'est protégée de la révolte de la jeunesse et des classes populaires, pas même dans les « économies émergentes », comme le Brésil ou la Turquie !

Face à l'incapacité des partis institutionnels à satisfaire les besoins de la majorité de la population, l'alternative est simple : la révolte ou le désespoir. Quand ce dernier l'emporte, les forces les plus réactionnaires et obscurantistes sortent du bois.

En France, elles s'organisent depuis plusieurs mois à la faveur de la lutte homophobe, main dans la main avec les catho intégristes et l'UMP. Le gouvernement

Hollande-Ayrault ne se contente pas de leur laisser le champ libre. Il leur emboîte le pas en reculant sur l'égalité complète entre homos et hétéros et en poursuivant tête baissée la politique raciste des gouvernements précédents.

Le 6 juin, notre camarade Clément Méric, militant de Solidaires-étudiant-e-s et de l'Action antifasciste Paris-banlieue, a payé de sa vie cette politique qui fait le lit de l'extrême droite. À sa place auraient pu se trouver des gays, des lesbiennes, des trans, des Roms, des femmes voilées, des immigrés ou n'importe quelle personne qui refuse de se taire face aux injustices et aux inégalités.

Nous sommes tous et toutes Clément Méric, nous sommes tous et toutes des jeunes du Brésil ou de Turquie ! À la rentrée, soyons tous et toutes sur la route du gouvernement et du MEDEF pour les empêcher de gagner la guerre sociale qu'ils nous ont déclarée !

**NPA
JEUNES**

MEURTRE DE CLÉMENT MÉRIC : LES AGRESSIONS DOIVENT CESSER !

Le 5 juin 2013, trois amis profitent d'une vente privée pour faire du shopping. Alors qu'ils s'apprêtaient à quitter le magasin, ils croisent quatre skinheads habillés de treillis, de bombers et de t-shirts racistes (« white power », le pouvoir aux blancs). Ils ont le temps d'apercevoir les skins ranger des armes dans leurs poches et en déduisent qu'ils ont affaire à des militants d'extrême droite.

Choqués ils décident d'attendre à côté du magasin un quatrième ami, Clément Méric, pour éviter qu'il ne fasse une mauvaise rencontre. Ils préviennent le vigile du magasin que les skins sont armés. Celui-ci leur demande de ne pas provoquer de bagarre à la sortie du magasin. Clément rejoint finalement ses amis. La suite est devenue tristement célèbre.

Les cinq militants d'extrême droite sortent finalement du magasin et encerclent les quatre jeunes et les agressent à coup de poings américains. Clément Méric est frappé à mort par son assassin.

Extrême droite, extrême gauche, tous les mêmes ?

Deux semaines après l'assassinat de Clément les journalistes sont fidèles à leur réputation de chien de garde de l'ordre établi. Les médias reprennent la polémique lancée par le figaro et RTL : finalement Clément est un peu responsable

de son propre assassinat, il a provoqué la bagarre, c'est même lui qui a agressé les skinheads. Cette polémique est factuellement fautive. Elle permet d'expliquer que ce n'est pas un meurtre, mais une bagarre de bande qui aurait mal tourné. L'extrême droite et l'extrême gauche auraient l'habitude de se battre. L'objectif de ces médias est de minimiser la montée de l'extrême droite et des idées réactionnaires, et de criminaliser ceux qui s'y opposent.

Nous ne devons pas assimiler l'extrême droite et l'extrême gauche. Les organisations d'extrême droite sont contre la défense des intérêts des jeunes et des salariés. Elles sont pour la disparition des syndicats et la création de corporations unissant patrons et salariés. Face à l'Europe de l'austérité, le FN est pour sortir de l'Europe, mais inscrire l'équilibre budgétaire qui justifie aujourd'hui la casse des services publics dans la constitution française. C'est ça leur nationalisme, celui dans lequel les « français de souches » sont supérieurs aux immigrés. Enfin pour imposer leur programme ils sont prêts à user de la force en terrorisant ceux qui voudraient s'y opposer comme le montrent les agressions de ces derniers mois.

Nous pensons que les jeunes et les salariés doivent s'organiser indépendamment de ceux qui les exploitent, pour défendre leurs droits. Nous sommes internationalistes car nous pensons qu'au-delà des différences de culture les jeunes et les salariés de tous les pays ont des intérêts en commun, et avant tout celui de lutter contre

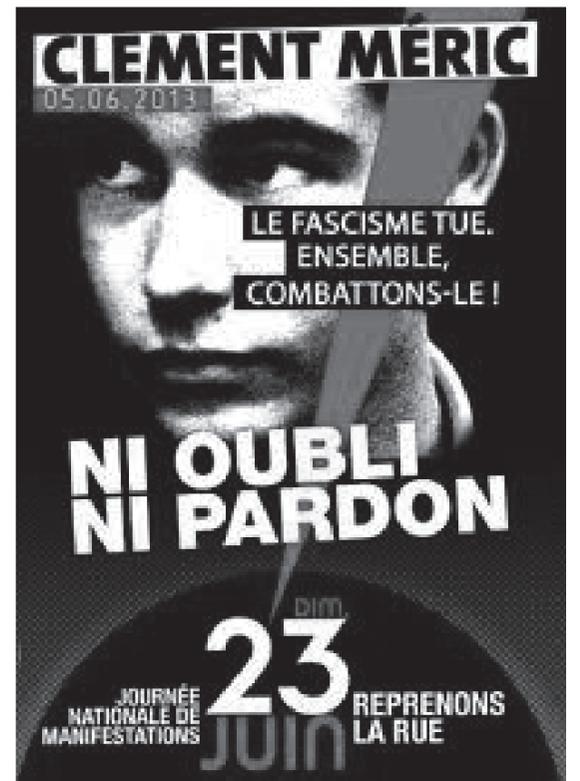
l'oppression et l'exploitation. Pour mettre en place nos revendications, nous comptons sur la mobilisation de tous et la participation de chacun aux décisions politiques. Nous combattons la terreur et la violence de l'extrême droite contre les musulmans, les homosexuels, les femmes et les immigrés.

Il est temps de faire changer la confiance de camp !

Le dimanche 23 juin les manifestations ont rassemblé des milliers de personnes contre les agressions de l'extrême droite et pour mettre un terme au climat détestable, qui empire depuis les premières « *manifestations pour tous* ». Des agressions ont lieu envers des bars et des couples homosexuels. Une semaine après l'assassinat de Clément à Argenteuil, une femme était agressée parce qu'elle portait le voile. Le gouvernement est en grande partie responsable de ce climat. Il expulse les sans-papiers et les Roms. Il légitime les idées racistes de l'extrême droite. Nous ne pouvons compter sur lui pour combattre l'extrême droite.

La prochaine étape pour minoriser les idées et les actions de l'extrême droite, sera la manifestation contre la tenue de l'université d'été du FN à Marseille le 15 septembre prochain. Le FN n'a rien à faire dans cette ville populaire où il est pourtant

aujourd'hui crédité de 40% d'intention de vote. Il nous faut aujourd'hui faire changer la confiance de camp en étant des milliers à nous opposer à eux.



RÉGULARISATION DE TOUS LES SANS-PAPIERS !

Leudi 6 juin 2013. Alors que nous nous indignions devant l'assassinat de Clément Méric, que toute la gauche institutionnelle, y compris gouvernementale, se proclamait antifasciste, Manuel Valls organisait au même moment, dans le quartier de Barbès une rafle de sans-papiers. Entre 14h et 16h30, les policiers ont bloqué les rues de la « zone prioritaire de sécurité » pour contrôler, au faciès,

les personnes qui étaient présentes (passants, vendeurs à la sauvette, etc.). Ainsi, ils ont conduit 150 personnes jusqu'au commissariat de Clignancourt puis jusqu'au centre de rétention administrative de Vincennes pour y attendre leur expulsion vers leur pays d'origine.

Ce jour-là, nous dénonçons le lien entre le meurtre de Clément Méric et

les politiques racistes, homophobes et antisociales menées par les gouvernements de droite comme de gauche depuis des années et qui ont favorisé les actions des groupuscules d'extrême-droite. En effet, les contrôles au faciès se sont banalisés, laissant penser que tous les immigrés en France sont potentiellement des personnes sans-papiers dont la République ne veut plus.

En organisant une rafle, rappelant les pires moments de notre histoire, le PS se rend complice des agressions racistes et du climat qui règne en ce moment.

Parce qu'être sans papiers aujourd'hui en France est synonyme de travailler sans contrat ni protection sociale, à la merci de son patron, et de ne pas avoir d'indemnités en cas de chômage, au

NPA, nous exigeons la régularisation de tous les sans-papiers ainsi que l'arrêt des politiques répressives et sécuritaires. Solidarité avec nos frères et sœurs sans-papiers !

Orianne (Comité jeunes Paris 7)

RÉVOLUTION ÉGYPTIENNE : ACTE 2

Le dimanche 30 juin des dizaines de millions d'Égyptiens sortent dans la rue pour réclamer la chute de Mohamed Morsi, président de la république égyptienne. Morsi avait remporté les élections qui suivaient la chute de Moubarak en 2011, lui aussi renversé par un soulèvement populaire exceptionnel. Chef de fil du Parti Liberté et Justice affilié à l'organisation intégriste des Frères Musulmans, il a mené une politique liberticide et antisociale. Le chômage et la pauvreté n'ont pas diminué, près de 40% des Égyptiens vivent avec moins d'un dollar par jour. Les grèves

et les mouvements sociaux se sont multipliés. 11000 militants ont été emprisonnés ou torturés par l'armée depuis la chute de Moubarak. C'est ce ras-le-bol généralisé qui a poussé entre 13 et 33 millions de personnes à descendre dans la rue dans un pays de 80 millions d'habitants. Ce sont les plus grandes manifestations de l'histoire de l'humanité. Les rues sont remplies d'hommes, de femmes et d'enfants qui crient « Morsi dégage ! », « Nous voulons des femmes à tous les postes du gouvernement », « Musulmans et chrétiens ensemble sont la révolution ».

Le mercredi 3 juillet, le président Morsi est démis de ses fonctions par l'armée égyptienne, un an à peine après avoir été investi Président de la République. Une fois de plus, c'est l'armée qui reprend le pouvoir après avoir laissé tomber Moubarak en 2011. Mais ce sera beaucoup plus difficile pour elle d'imposer un nouveau Morsi ou un nouveau Moubarak. Les Égyptiens n'ont pas hésité à renverser un gouvernement sorti des urnes. La voie d'une révolution qui donne le pouvoir aux classes populaires, qui rompe avec le capitalisme est toujours ouverte.

Mais les Égyptiens auront besoin d'un soutien international, de celui des manifestants de Rio et d'Istanbul, comme de tous ceux qui se sentent solidaires de leurs luttes et de leur révolution.

Pour suivre l'actualité de la révolution Égyptienne, consultez le site NPA2009.org

Soufyene (Comité jeunes Paris 7)

LES CATHOS DE SAINT CLOUD ET DE VERSAILLES OUTRÉS PAR UN BAISER ENTRE DEUX HOMMES

Le visuel du nouveau film d'Alain Guiraudie *L'inconnu du lac*, a été retiré des rues des deux communes d'Ile-de-France. En cause, un baiser homosexuel et des hommes nus en arrière-plan. Les réactionnaires de Saint Cloud et Versailles ont été choqués par cette affiche bien trop « suggestive pour les enfants » et ont obtenu le retrait des affiches. Les maires de Versailles et Saint Cloud ont refusé de s'exprimer. La ministre de la Culture et de la Communication, Aurélie Filippetti, a estimé que ces retraits d'affiches constituaient « un acte de censure qui porte atteinte à la liberté de communication et d'expression ». En 2013, c'est bien le minimum que de se prononcer contre la censure !

PAU : L'UNIVERSITÉ SE RÉVEILLE AVEC DES TAGS RACISTES

Le 8 juin les étudiants de la fac de Pau ont découvert, au petit matin des slogans nationalistes et racistes sur les murs des locaux du syndicat UNI-MET. « *Dehors les nègres* » ou encore « *France blanche* » et « *Reconquista* » : voilà quelques-uns des messages découverts par les étudiants. Encore une illustration de la confiance prise par les fachos et l'extrême droite dans la mobilisation contre l'égalité des droits. Ils se croient tout permis, ils sont racistes, sexistes, et homophobes ; nous ne leur laisserons pas la rue !

GEZI OU L'ÉVEIL D'UNE GÉNÉRATION

En Turquie, le coup d'état militaire de 1980 a été suivi par la purge des opposants de gauche et ceux qui ont échappé à la prison, à la torture et à la mort ont vécu dans la peur de penser différemment, de sortir des normes imposées par les gouvernements.

La génération née dans les années 90' a été la « *génération sacrifiée* », trop souvent accusée d'être apolitique, molle et sans ambition, sans doute parce qu'on leur a toujours appris à se taire et laisser les autres décider à leur place.

« *Le capitalisme coupe l'arbre dont il ne peut vendre l'ombre* », sauf que cette fois-ci, ce fut bel et bien l'arbre de trop. C'est aujourd'hui cette génération qui est descendue dans les rues et qui se bat non seulement pour la préservation de son parc mais aussi pour ses droits, son avenir et sa liberté. Elle a été rejointe par des

milliers de manifestants de tout âge et toute tendance politique qui s'épaulent mutuellement pour faire entendre leur voix. La répression violente de la police, inhumaine, au lieu de disperser les manifestants a donné naissance à une lutte solidaire et unie à laquelle chacun participe avec ses propres moyens. Une porte s'ouvre, des personnes que vous n'avez jamais vu mais dont vous n'oublierez plus jamais les visages vous accueillent chez eux, des bras vous soulèvent quand vous trébuchez, des bouteilles d'eau, des paniers repas, des masques à gaz et des vêtements de rechange sont déposés à l'entrée des immeubles. Le lien qui s'est tissé est si fort que ni les gaz lacrymogènes, ni les médias corrompus, ni les menaces du gouvernement ne peuvent parvenir à le briser.

Il y a une semaine, à Istanbul, la police a repris le contrôle du parc et a éliminé avec précaution toutes les traces de la vie commune qui y régnait. La lutte a

alors pris une forme beaucoup plus menaçante pour le gouvernement. Chaque soir on se réunit dans tous les parcs de la ville et on débat de la situation. Chacun prend la parole, exprime ses idées et propose de nouvelles stratégies d'action. Ceci s'accompagne de la protestation de « *l'homme à l'arrêt* », des centaines de personnes qui restent immobiles pendant des heures dans différents endroits de la ville. On exige la liberté de manifester dans toutes les places, que ce soit Taksim à Istanbul ou Kizilay à Ankara, la démission de tous les préfets de police qui ont donné l'ordre d'attaquer la population, et de tous ceux qui ont obéi à ces ordres sans ciller, l'interdiction de l'usage des gaz lacrymogènes et que nos camarades qui sont en garde-à-vue soient relâchés sans faire l'objet de poursuites judiciaires.

Le gouvernement ne répond à aucune de nos demandes, mais

nous continuerons à résister et nous ne sommes pas seuls ! Nous sommes partout, nous sommes à Sao Paulo au Brésil, nous sommes à Sofia en Bulgarie, nous nous enfonçons dans toutes les failles du système capitaliste et ensemble nous le détruirons !

Her yer Taksim !
Her yer direni !
Taksim partout !
Résistance partout !



BRÉSIL : INTERVIEW DE RODRIGO SANTAELLA

Rodrigo Santaella est *Coordinateur national du secteur jeune d'Enlace-PSOL*

L'éa : Quelles sont les racines et les revendications du mouvement ?

Rodrigo : Tous les ans, nous avons des mobilisations contre l'augmentation des prix des transports publics. Cette année, les gens sont sortis dans la rue et la répression a été très brutale avec les premiers manifestants, ce qui a amené plus de personnes à se mobiliser. La répression frappa également les journalistes qui se solidarisaient avec le mouvement. Les manifestations sont devenues énormes.

En parallèle, a lieu la coupe des confédérations. Cette coupe est une caricature de ce contre quoi nous nous battons : dépenses énormes pour les

riches et le « *prestige* » dans un pays qui garde des problèmes de pauvreté, d'accès à l'éducation, la santé, la culture...

Toutes les revendications se rejoignent, moins d'argent pour le foot et plus dans le social avec une répression très forte. Ce sont les problèmes structurels et de développement du Brésil qui sont posés.

L'éa : Quels sont les liens entre la mobilisation actuelle et celle des étudiants l'année dernière ?

Rodrigo : En vérité, il n'y a pas de liens directs. Le mouvement actuel a démarré sur d'autres bases : l'accès gratuit aux transports publics. Mais les secteurs en pointe dans la lutte de l'année dernière participent activement aux luttes d'aujourd'hui car ces questions

sont très liées. C'est la question de la répartition des richesses et du modèle de développement choisi par le PT.

L'éa : Quelles sont les organisations qui participent au mouvement, quelles sont les relations entre elles, qui organise tout cela ?

Rodrigo : Les premières manifestations ont été organisées par le Movimento Passe Livre (MPL) qui est indépendant politiquement et centré sur la question des transports. Mais les partis de gauche (PSOL, PSTU, PCB...) ont toujours lutté avec le MPL, de même que nos organisations de jeunesse et des groupes anarchistes. Progressivement, d'autres partis et organisations l'ont rejoint : le PT au pouvoir, le Parti communiste du Brésil, le mouvement des sans-terre... Et on a aussi vu une contestation de droite

se former grâce à la classe moyenne très présente. Des groupes fascistes sont également présents, profitant du sentiment anti-parti très important qui déstabilise l'organisation et la cohésion de la lutte.

Aujourd'hui le MPL s'est retiré des manifestations pour prendre ses distances notamment avec les fascistes et les mouvements anti-parti.

Le gouvernement fait porter la responsabilité des manifestations à la droite, présente autour du thème de la corruption, et tente de regrouper les forces progressistes pour ce prémunir d'un coup de force. Nous, la gauche du PT, essayons de politiser le mouvement et d'approfondir les contradictions des choix politiques des gouvernants en matière de développement.

L'éa : Quelles sont les perspectives ?

Rodrigo : C'est un processus ouvert. L'objectif est de maintenir un fort niveau de mobilisation malgré la fin de la coupe des confédérations. De toute façon, ce mouvement marque un tournant dans l'histoire récente du pays : L'hégémonie du PT est rompue, la droite essaye d'en tirer profit, nous faisons de même sur la gauche.

De nos capacités d'intervention et d'organisation va dépendre en partie le niveau de mobilisation. Il faut que nous obtenions des victoires concrètes pour les travailleurs et la jeunesse précarisée pour maintenir le niveau de tension.

BILAN ET PERSPECTIVES DES MARCHES DES FIERTÉS

Cette année les Marches des fiertés se déroulent dans un contexte marqué par la montée de la LGBTIphobie et de l'extrême droite. A Montpellier, c'était 23 000 personnes qui défilaient dans la rue pour exiger l'égalité des droits, et ceci bien que le mariage pour tous ait déjà été adopté. Dans les autres villes la mobilisation a été réussie : 20000 à Strasbourg, 10000 à Lyon, 1000 à Angers, 600 à Caen... Cela témoigne d'un début de prise de conscience qu'il faut se servir des marches des fiertés pour commencer à reprendre la rue aux réactionnaires.

La « *Manif pour tous* » a été l'occasion pour les homophobes de tout poil de descendre massivement dans la rue pour y déverser leur haine et défendre les valeurs les plus conservatrices,

la famille, l'hétérosexualité, le mariage... Durant ce mouvement on a eu le droit, sur l'ensemble des ondes télé et radio ainsi que dans les journaux, à une multiplication de propos homophobes qui a poussé des individus à prendre confiance et à passer à l'acte par des agressions physiques et verbales. SOS-homophobie, dans l'un de ses derniers rapports, affirmait que les agressions verbales et physiques explosaient : à Lille, de nombreuses agressions ont eu lieu dont le saccage d'un bar LGBTI. A Lyon, la Gay-Pride a été attaquée par l'extrême droite. Dans de nombreuses villes, ce sont des personnes LGBTI qui se font agresser violemment jusqu'à se faire prescrire plusieurs dizaines de jours d'ITT.

L'adoption du mariage pour tous est une avancée car elle permet, en

théorie, à toutes et tous d'accéder aux mêmes droits. Cependant, dans la réalité cela est bien différent : en effet, une circulaire du Ministère français de la Justice, en date du 29 mai, interdit aux maires de célébrer des mariages entre homosexuels français et des homosexuels ressortissants de onze pays, parmi lesquels le Maroc, la Tunisie et l'Algérie. De l'autre côté, les couples de lesbiennes n'ont pas le droit à la procréation médicalement assistée (PMA).

L'enjeu pour nous est de construire une mobilisation de masse pour l'égalité entre toutes et tous. Les Marches des fiertés qui auront lieu un peu partout en France dans les semaines qui viennent sont des événements extrêmement importants dans lesquels il va falloir être très nombreux et

nombreuses. Non pas seulement pour célébrer le mariage pour tous mais surtout pour avancer vers de nouveaux droits : la PMA pour toutes et tous, obtenir le mariage pour tous quelle que soit sa nationalité, et que l'on soit avec ou sans papiers. Les marches des fiertés sont aussi un enjeu pour commencer à construire une riposte massive face à la montée de l'extrême droite qui surfe sur le climat d'homophobie ambiante pour se refaire une nouvelle santé. L'Europride et l'Eurolesbopride, qui auront lieu cette année à Marseille du 10 au 20 juillet, sont d'autant plus importants qu'il s'agit de manifestations internationalistes qui posent les bases d'un mouvement LGBTI dépassant les frontières.

Dans ce numéro

Dossier : A la rentrée, ne battons pas en retraite
Pages 4-5

Bilan du mouvement de 2010
La Sécu, comment ça marche
Partage du temps de travail, partage des richesses
Double peine pour les femmes

Formation : Pour lutter contre l'extrême droite, il faut un mouvement des jeunes et des travailleurs
Page 6

Éducation
Page 7

A la rentrée, mon lycée va exploser
Mots croisés anticapitalistes

Funky : Grand quizz annuel
Page 8

Chronologie des attaques contre les retraites

1945 (gouvernement provisoire) : ordonnances créant la Sécurité sociale

1946-1948 : lois généralisant l'assurance-vieillesse aux non salariés.

1963 (gouvernement De Gaulle-Pompidou) : loi instaurant une allocation spéciale du Fonds national de l'emploi (ASFNE) en faveur des travailleurs salariés de plus de 60 ans faisant l'objet d'un licenciement collectif sans reclassement.

1967 (gouvernement De Gaulle-Pompidou) : deux ordonnances sur la Sécurité sociale. La première instaure la gestion paritaire de la Sécu, c'est-à-dire la mainmise patronale sur l'argent des salariés. La seconde la sépare en trois caisses autonomes.

1971 (gouvernement Pompidou - Chaban-Delmas) : loi Boulin. Le nombre d'annuités nécessaire pour une retraite à taux plein passe de 30 à 37,5 annuités. La pension est calculée sur les dix meilleures années de salaire au lieu des dix dernières.

1976, 77 et 79 (gouvernement Giscard-Barre) : « plans de financement » de la Sécurité sociale permettant des financements dérogatoires aux cotisations sociales.

1982 (gouvernement Mitterrand-Mauroy) : ordonnance fixant l'âge légal de la retraite à 60 ans.

1990 (gouvernement Mitterrand-Rocard) : création de la contribution sociale généralisée (CSG). Désormais, la Sécu est en partie financée par l'impôt et plus seulement par les cotisations.

1993 (gouvernement Balladur) : réforme Balladur. Dans le secteur privé, la durée de cotisation passe de 37,5 à 40 annuités. Les salariés n'atteignant pas cette période subiront une décote de 10 % par année manquante. Les pensions sont calculées sur les vingt-cinq meilleures années de cotisation, au lieu des dix meilleures ; elles sont indexées sur les prix et non plus sur les salaires. Un fonds de solidarité vieillesse (FSV) est chargé de financer le minimum vieillesse et d'autres revenus complémentaires. La Sécu est donc dessaisie d'une de ses prérogatives.

1995 (gouvernement Chirac-Juppé) : plan Juppé. Il prévoit d'appliquer la réforme Balladur aux salariés du public, mais aussi de diminuer les dépenses de l'assurance maladie (en sanctionnant les médecins dépassant les « objectifs de dépenses », en augmentant les frais d'hôpital et en remboursant des médicaments), de bloquer et d'imposer les allocations familiales et d'augmenter les cotisations des retraités et des chômeurs. Après trois semaines de grève de tout le secteur public (transports, communications, administration...), Juppé recule.

Le 30 décembre 1995, une loi est votée autorisant le gouvernement à réformer la Sécurité sociale par ordonnances.

1999 (gouvernement Jospin) : lois Aubry créant la couverture maladie universelle (CMU) et l'aide médicale d'État (AME). Elle permettent l'accès à une assurance maladie pour tous et toutes, y compris les sans-papiers ou les sans domicile fixe... Les personnes ayant un revenu supérieur à 9100 euros par an doivent cotiser pour la CMU à hauteur de 8 % de leurs revenus fiscaux supérieurs au plafond. Il s'agit donc d'un dispositif concurrent à la Sécu, excluant une partie de la population du système de solidarité.

A LA RENTRÉE, NE BATTONS PAS EN RETRAITE !

LA SÉCU COMMENT ÇA MARCHE ?

En 1945 la classe ouvrière de France est en position de force. Neuf patrons sur dix ont collaboré avec l'occupant, alors que les organisations des travailleurs et travailleuses ont dirigé la Résistance. Des groupes sont encore armés et prêts à exproprier la bourgeoisie. Mais Washington et Moscou se sont partagé le monde : la France doit rester dans le camp capitaliste. Avec le programme du Conseil national de la Résistance (CNR), De Gaulle et le Parti communiste français parviennent à sauver la paix sociale et l'ordre établi.

« C'est pour l'égalité que le gouvernement du général de Gaulle a institué la Sécurité sociale en 1945. »

François Hollande, 2012, discours de campagne

La Sécurité sociale est une caisse commune dans laquelle chaque

travailleur et travailleuse verse une cotisation en recevant son salaire. L'argent est immédiatement versé à ceux et celles qui en ont besoin : les personnes malades, enceintes, âgées, privées d'emploi, etc. C'est un salaire dit « *socialisé* ». Chacun donne selon ses capacités et reçoit selon ses besoins.

Un îlot de solidarité, d'auto-organisation et de socialisation ne peut résister longtemps sous le capitalisme. Dès 1945, De Gaulle impose la présence du patronat dans la gestion de la Sécu. Au début, les patrons ne pèsent que 25 % des conseils de gestion. Le reste est composé de représentants élus des salariés.

Au fur et à mesure que les capitalistes reprennent des forces, ils reviennent sur ce qu'ils ont dû lâcher en 1945. En 1967, le gouvernement De Gaulle impose la parité dans la gestion de la Sécu : 50 % de travailleurs, 50 % de patrons. Ce ne sont plus les assurés qui choisissent leurs représentants, mais les syndicats. L'État décide, en fonction des résultats aux élections

professionnelles, quelles sont les organisations « *représentatives* ». Les patrons prennent ainsi le contrôle de l'argent des salariés : il suffit qu'un seul représentant syndical vote avec eux pour qu'ils obtiennent la majorité absolue. Jusqu'en 1995, FO jouera le rôle du syndicat jaune systématiquement allié au patronat. La CFDT l'a relayé depuis.

Un système dénaturé depuis toujours

Les employeurs ne versent pas d'argent à la Sécu. Ils versent des salaires, dont une partie va sur le compte de leurs salariés (le salaire direct) et une autre dans la caisse commune (le salaire socialisé). Rien ne justifie donc que le patronat mette son nez dans la gestion de la Sécu.

La gestion paritaire, c'est un peu comme si un patron venait chez un de ses employés pour lui dire comment dépenser son argent, quoi mettre dans son frigo et où partir en vacances !

Même l'État n'a aucune raison valable de se mêler de l'âge de départ à la retraite, du non remboursement de tel ou tel médicament ou du montant des pensions : cela devrait être le rôle exclusif des assurés.

Pourtant, les gouvernements ne se privent pas de décider à leur place. Le déremboursement de certains soins (dentaires et optiques notamment) commence dès les années 1960. En 1967, la caisse de la Sécu est divisée en plusieurs branches, dont la gestion est confiée à différents acteurs... En 1993, l'État commence même à distribuer des exonérations de cotisations sociales : le patron peut garder dans sa poche la partie socialisée du salaire qu'il doit à son employé. C'est comme si Paul donnait à Pierre l'argent de Jacques !

Cette politique meurtrière pour les comptes de la Sécu permet de faire croire que le système n'est pas viable et qu'il faut donc faire toujours plus de contre-réformes.

PARTAGE DES RICHESSES !

L'économie capitaliste est fondée sur le salariat. Dans le cadre d'un contrat passé avec mon employeur, je travaille pour créer des richesses. Mon employeur me verse un salaire, qui est inférieur aux richesses que j'ai créées (sinon il ne ferait pas de profit !). Plus je travaille, plus je suis productif, plus je crée de richesses, plus grande est la différence entre ce que j'ai créé et ce que je touche. Travailler plus, c'est donc gagner moins.

Sauf rapport de force exceptionnel, permettant de grosses augmentations des salaires, plus on crée de richesses plus celles-ci sont inégalement réparties. Depuis trente ans, 10 % du produit intérieur brut (PIB) autrefois distribués aux salariés sont passés au capital, aux profits. Cela représente environ 200 milliards d'euros. On peut y ajouter le vol sur les salaires socialisés (voir article ci-contre) : en 2010, les exonérations de cotisations ont coûté 30 milliards d'euros.

Hollande est donc de mauvaise foi quand il demande, le 14 juin dernier : « *Est-ce que, comme président de la République, je peux laisser 20 milliards d'euros de déficit en 2020 ?* »

C'est pas démographique !

Il l'est aussi quand il affirme : « *Il faut tenir compte de notre démographie. Dès lors que l'on vit plus longtemps, on devra travailler un peu plus longtemps.* »

Certes, en 2060, il y aura 7,6 retraités pour 10 actifs... On en conclurait donc que cette situation serait intenable. Sauf que ce raisonnement nie l'existence de la productivité ! Dix actifs des années 2060 produiront bien plus que dix actifs des années 2010. Nous-mêmes, sommes bien plus productifs qu'on l'était dans les années 1960 !

Le problème, ce n'est pas le nombre d'actifs et de retraités, c'est le niveau des richesses. S'il y a assez de nourriture, de logements, de vêtements ou de services pour tout le monde, peu importe combien il y a de cotisants et de retraités !

Le seul enjeu, c'est donc la répartition et l'accès à ces richesses.

PARTAGE DU TEMPS DE TRAVAIL !

L'e « *bon sens* » des politiciens et des journalistes nous dit qu'il faut travailler plus, puisqu'on vit plus... Hollande l'affirmait dès 2010 : « *Chaque fois que l'espérance de vie s'allonge, il n'est pas anormal que la durée de cotisation suive.* »

Si on suivait cette logique, il n'aurait jamais fallu créer le système des retraites : en 1945, l'espérance de vie était déjà en augmentation !

En fait, depuis la préhistoire, l'espérance de vie a tendance à augmenter. Le sens de l'histoire c'est justement qu'on parvient à vivre mieux... en travaillant moins !

Et, justement, si l'espérance de vie s'allonge, c'est parce qu'on part à la retraite plus tôt. Depuis 2006, l'espérance de vie en bonne santé (ou « *sans incapacité* ») diminue en France. De 2008 à 2010, elle est passée de 62,7 ans à 61,9 ans pour

les hommes et de 64,6 ans à 63,5 ans pour les femmes. Ce sont les effets des allongements de durée de cotisation qui ont commencé dans les années 1990.



DOUBLE PEINE POUR LES FEMMES

Les femmes ont plus souvent encore que les hommes des carrières en « pointillés » et des emplois précaires. Elles assurent 80 % des temps partiels. Ce sont encore majoritairement elles qui s'occupent des enfants, prennent des congés parentaux et perdent donc des cotisations pour les retraites...

Qui dit temps partiel dit maigres revenus, donc moins de cotisations

comptant pour le calcul de la pension de retraite. Ces inégalités perdurent dans tous les champs économiques : sur dix salariés payés en dessous du SMIC, huit sont des femmes et l'écart de salaire entre les hommes et les femmes est de 27 %, pour le même temps de travail.

Ces inégalités se reproduisent durant la retraite. Les femmes sont à 75 % « bénéficiaires » du minimum

vieillesse. Aujourd'hui, une retraitée touche environ 930 euros par mois, contre 1600 euros pour un homme. Et seulement 30 % d'entre elles partent avec une retraite complète.

L'allongement de la durée de cotisation va aggraver cette situation. Les femmes partant à l'âge légal (62 ans) n'auront pas un taux plein. Les décotes pouvant atteindre jusqu'à 25 % du montant de la pension, la plupart devront travailler

jusqu'à 67 ans... Ou en tous cas chercher à le faire.

Parce que les femmes sont doublement concernées par l'allongement de la durée de cotisation, elles ont deux fois plus de raisons de se battre contre cette réforme !

MOUVEMENT DE 2010 : CE N'EST PAS QU'UNE DÉFAITE

Même si elle s'est soldée par une défaite, la mobilisation contre la réforme des retraites de 2010 a été le plus gros mouvement social en France depuis Mai 68. Elle est encore présente dans les esprits des jeunes et des travailleurs.

Une mobilisation massive et interprofessionnelle

Au total, huit journées de mobilisation ont eu lieu sur deux mois, avec plusieurs fois près de 3 millions de personnes dans les rues. Entre ceux qui se sont mis en grève lors des journées d'action, et les secteurs en grève reconductible, on estime qu'il y a eu autour de 6 millions de grévistes. La grève reconductible a concerné, notamment à partir du 12 octobre, des hôpitaux, des secteurs des transports et, surtout, les raffineries. Le caractère marquant de cette grève, c'est d'une part la quasi pénurie d'essence

sur l'ensemble du territoire qui a donné un avant-goût de ce que serait une paralysie totale du pays, et d'autre part son caractère interprofessionnel avec des secteurs grévistes variés.

La jeunesse dans la rue

Cette mobilisation a aussi été celle des jeunes, et surtout des lycéens. Dès le mois de mai, les organisations se sont rassemblées dans le collectif « La retraite, une affaire de jeunes ». Elles ont organisé des réunions publiques dans plusieurs villes pour préparer la mobilisation.

Ce sont surtout les lycéens qui se sont mis en grève et ont fait accélérer le rythme de la mobilisation. Dans plusieurs villes, des manifestations quotidiennes, souvent qualifiées d'« émeutes » dans les médias, ont rassemblé des milliers de jeunes, parfois organisés en coordinations lycéennes.

Auto-organisation et coordination des secteurs en lutte

Partout en France, des AG de lutte ont rassemblé les secteurs grévistes. L'exemple le plus important est Le Havre, où les réunions ont abouti à la publication d'un bulletin quotidien, « Le Havre de grève ». Sur le modèle des coordinations nationales lycéennes (dont une s'est tenue à Paris) et étudiantes (deux se sont tenues, au Mans et à Villetaneuse), le mouvement a connu la toute première tentative de coordination des AG inter-pro à l'échelle nationale. Elle n'a pas permis de dépasser les directions syndicales traditionnelles et de fixer d'autres rythmes à la mobilisation. Mais le seul fait qu'elle ait été tentée est positif. Elle a permis de nouer des liens entre les villes mobilisées.

Les limites de la mobilisation

Ce mouvement aura été marqué par la fermeté du gouvernement Sarkozy face à des millions de grévistes et de manifestants. En l'absence d'un secteur locomotive capable de faire basculer la mobilisation vers la grève générale, et avec la stratégie des « journées saute-mouton » des directions syndicales, il n'a pas été possible de faire converger les luttes, de donner des perspectives dans la durée et d'élever le rapport de force.

Malgré la défaite, la démoralisation n'était pas à l'ordre du jour. Le mouvement a conduit à une syndicalisation massive dans certains secteurs du monde du travail.

À la rentrée, on joue la revanche ?

LUTTER OU AIDER LE GOUVERNEMENT ?

L'UNEF a convoqué en juin le collectif « La retraite une affaire de jeunes » monté en 2010. Mais le ton est très différent. L'appel de 2013 reconnaît ainsi que « le statu quo n'assurera pas la pérennité du système de retraite par répartition » et qu'il faut donc « des réformes qui s'attaquent au vrai problème ».

Le collectif propose des revendications que nous partageons, notamment la

prise en compte des années d'études et de formation ou des périodes de stage dans les annuités. Mais il ne demande même pas l'abrogation de la réforme de 2010 : le Mouvement des jeunes socialistes (MJS) a mis son « veto » à la revendication du retour à la retraite à taux plein à 60 ans !

Le but est de « faire entendre au gouvernement ces solutions justes », dans le cadre « de larges négociations

avec l'ensemble des acteurs sociaux »...

Pour le NPA, il ne s'agit pas d'aider le gouvernement à faire une bonne réforme, mais de construire un rapport de force contre l'attaque en cours ! L'appel est logiquement signé par des organisations directement liées aux partis du gouvernement (MJS, Jeunes écologistes, Jeunes radicaux de gauche) ou dominées par des courants du PS

(UNEF, UNL, LMDE, Osez le féminisme...). Plus regrettable, il l'est aussi par la CGT et par les jeunes du Front de gauche (Gauche anticapitaliste, Gauche unitaire, Parti de gauche, Jeunesse communiste et Union des étudiants communistes).

Espérons qu'au moins ces dernières changeront d'avis à la rentrée !

TOUTES ET TOUS EN LUTTE !

Avec l'arrivée de la gauche au pouvoir, la situation n'est pas la même qu'en 2010 après trois ans de gouvernement Sarkozy. Mais le ras-le-bol des mesures antisociales et des reculs du gouvernement, ainsi que les nombreuses grèves de ces derniers mois peuvent constituer des bases à une mobilisation pour 2013.

En 2010, le secteur le plus mobilisé, les raffineries de pétrole, luttait à la fois contre la loi Woerth et contre des plans de fermeture. Allier revendications propres à chaque secteur et revendication unifiante pourrait bien être un élément clé pour une mobilisation victorieuse.

Des raisons de se battre, personne n'en manque : les salaires en baisse, les licenciements, les suppressions de postes dans la fonction publique, la réforme du ferroviaire, les nouveaux emplois du temps dans l'enseignement, le démantèlement de la santé, le manque de profs dans les lycées, les déficits chroniques dans les facs...

Pour notre génération, l'avenir ne s'annonce pas rose. À la galère des études et des petits boulots précaires devrait succéder toute une vie à alterner périodes de chômage et périodes d'activités intenses (merci l'ANI !).

Rares sont les jeunes qui s'imaginent avoir un jour une retraite, du moins d'un montant décent et sans en passer par des complémentaires privées.

Tout seul, un secteur a peu de chances de gagner. Mais tous unis, salariés et jeunes scolarisés peuvent infliger une défaite au gouvernement !

NE COMPTONS QUE SUR NOS PROPRES FORCES

L'enjeu des retraites n'est ni technique ni démographique : il est politique. Choisit-on d'offrir plus à ceux qui ont déjà tout... Ou de répartir les richesses ? Choisit-on de vivre tous et toutes mieux... Ou de maintenir à flot un système à la dérive ?

Le gouvernement a choisi. Il sert les capitalistes. En un an, il leur a offert la garantie de l'austérité avec le « traité sur la stabilité, la coordination et la gouvernance » (TSCG), de nouvelles exonérations de cotisations et d'impôts avec les nouveaux contrats précaires pour les jeunes (« emplois d'avenir », « contrats de génération », « RSA jeune » et « emplois francs ») ou encore le démantèlement du droit du travail avec l'accord national interprofessionnel (ANI).

Travailleurs et travailleuses, avec ou sans emploi, actifs ou en formation, nous pouvons imposer un autre rapport

de force et des mesures radicalement différentes : l'interdiction des licenciements sous peine de réquisition des entreprises, l'interdiction des emplois précaires et leur transformation en CDI, le partage du temps de travail jusqu'à ce que tout le monde ait un emploi, l'augmentation des salaires en fonction du coût de la vie en prenant sur les profits...

Une mesure contre le capitalisme : le salaire socialisé

Que l'on soit en formation, au travail ou à la retraite, nous sommes tous et toutes dans le même camp social. Nous devons bénéficier des mêmes acquis et avoir droit à un salaire. Le principe du salaire socialisé, appliqué aux retraites, doit aussi l'être à la période de formation.

Ce premier revenu serait financé en augmentant les salaires et donc les revenus de la Sécurité sociale. Il permettrait aux jeunes d'être autonomes de leurs familles, de faire leurs choix de vie, d'études, de sexualité... Il empêcherait aussi les entreprises de tirer les conditions de travail vers le bas en obligeant les jeunes à accepter la précarité et les bas salaires.

Mais pour imposer de telles mesures, il faut mettre le pays et les richesses sous contrôle de ceux et celles qui les créent : les jeunes et les salariés.

Une complémentaire gratuite, la CMU complémentaire (CMU-C), est instaurée. Elle permet de pallier aux manques de la Sécu... Plutôt que de faire en sorte que celle-ci rembourse tous les soins.

Présentée comme une grande avancée de la gauche au pouvoir, la CMU est en fait une étape de plus du démantèlement de la Sécu.

1999 (gouvernement Jospin) : création du Fonds de réserve pour les retraites (FRR) par le gouvernement Jospin. Il consiste à placer de l'argent sur des marchés financiers afin de financer les retraites.

2000 (gouvernement Jospin) : création par Laurent Fabius du plan d'épargne salariale volontaire. Le plan donne droit à des exonérations fiscales aux salariés qui décident de placer de l'argent pour leur retraite... au lieu de compter sur la redistribution.

2002 : sommet européen de Barcelone. Une déclaration commune engage les États à chercher « d'ici 2010 à augmenter progressivement d'environ cinquante pour cent l'âge moyen effectif auquel l'activité professionnelle cesse dans l'Union européenne ». Le président Jacques Chirac et le Premier ministre Lionel Jospin, tous deux candidats à la présidentielle qui se déroulera un mois plus tard, sont en plein accord avec cet objectif.

2002-2011 (gouvernements Chirac puis Sarkozy) : série de remboursements de médicaments. 369 médicaments, toujours en vente, sont totalement remboursés et 117 ne le sont plus qu'à 15 %. On pourrait se demander quel est le sens de continuer à commercialiser ces médicaments s'ils sont vraiment jugés inefficaces.

2003 (gouvernement Chirac-Raffarin) : loi Fillon. Elle aligne le régime du public sur celui du privé et fait passer la durée de cotisation à 41,5 annuités. Il est possible de partir en retraite anticipée avant 60 ans, à condition d'avoir cotisé... 43,5 annuités ! Une possibilité de rachat des années manquantes est instaurée, dans la limite de trois ans. La décote pour les années manquantes, alors de 2,5 % pour le public et de 10 % pour le privé, passe à 5 %. La pension minimum est fixée à 85 % du SMIC net.

Un « plan d'épargne pour la retraite populaire » (PERP) et un « plan d'épargne retraite collectif » (PERCO) sont créés. Il s'agit de systèmes de capitalisation. Les versements (par les salariés et par les entreprises) sont exonérés d'impôts. Ils peuvent remplacer une partie des cotisations sociales.

2007 (gouvernement Sarkozy-Fillon) : réforme des « régimes spéciaux » alignant la durée de cotisation et le calcul des pensions des agents de la SNCF, de la RATP et de l'énergie sur celle des autres salariés.

2010 (gouvernement Sarkozy-Fillon) : loi Woerth. L'âge de départ à la retraite passe à 62 ans.

2012 (gouvernement Hollande-Ayrault) : décret rétablissant le départ à 60 ans pour les « carrières longues ».

2013 (gouvernement Hollande-Ayrault) : l'accord national interprofessionnel (ANI) prévoit, entre autres choses, de systématiser les complémentaires santé pour l'ensemble des salariés, c'est-à-dire d'offrir plus de marchés aux assurances privées.

Juin 2013 : rapport Moreau préconisant notamment le passage de 41,5 à 43 ou 44 annuités et la sous indexation « temporaire » du montant des pensions.

POUR LUTTER CONTRE L'EXTRÊME DROITE, IL FAUT UN MOUVEMENT D'ENSEMBLE DES JEUNES ET DES TRAVAILLEURS

Agressions homophobes, racistes, sexistes, contre les militantEs, jusqu'à l'assassinat... Comment en est-on arrivé là et comment agir pour inverser la vapeur ?

La Manif pour Tous

Longtemps divisée et centrée sur les élections, la droite (jusqu'à l'extrême droite) a su changer la donne par une mobilisation de rue contre une réforme concrète. Des réseaux se sont (re)constitués entre les différents groupes, ont su créer une dynamique au-delà des militants et s'affronter à l'Etat. Les divergences entre eux ont réapparu, et même violemment puisque Barjot a dit craindre pour sa sécurité face aux autres. Les points de clivage sont le niveau de radicalité idéologique (contre toute union des homosexuelEs ou pour l'« *union civile* ») et le niveau d'affrontement à l'Etat (affronter les CRS devant l'Assemblée ou faire des listes pour les élections municipales de 2014). Cependant cette Manif pour Tous a redonné de la force et de la confiance à la droite extrême la plus réactionnaire et la plus combative, ce qui doit nous rendre vigilantEs.

L'extrême droite se revitalise ?

Pendant des années, le FN a réussi à réunir des groupes opposés (païens ou catholiques intégristes, plutôt antisémites ou plutôt islamophobes, monarchistes ou néo-nazis...) sous la bannière du nationalisme. Depuis la démarche de dédramatisation de Marine Le Pen, plusieurs groupuscules revoient effectivement le jour à l'extérieur du FN. Si leur recrutement n'est pas non plus phénoménal, la confiance qu'ils ont pris est révoltante. Les agressions en elles-mêmes sont ignobles et l'auto-défense est à l'ordre du jour. Mais elles ne sont permises que par une légitimation plus profonde des idées et des pratiques d'extrême droite dans la société.

Une classe politique au service du capitalisme

L'extrême-droite n'est que l'expression la plus nue des besoins de la classe dirigeante. Plus la crise est importante, plus les capitalistes vont exiger de leur personnel politique une politique strictement en leur faveur autour des trois piliers qui font l'existence du capitalisme : travail, famille, patrie ! La droite en est une expression plus soft qui « *dans le cadre républicain* » accepte de jouer le jeu de l'alternance avec la gauche institutionnelle. Cette gauche, principalement le PS, a une responsabilité équivalente à celle de la droite quand elle mène elle-même une

politique de droite. Le gouvernement Hollande ne se distingue que par le mariage et l'adoption pour touTEs. Sur tous les autres plans : cadeaux au patronat, politique raciste et sécuritaire, privatisation des services publics,... il fait pareil ou pire que Sarkozy. Ces mesures sont prônées aussi par l'extrême droite qui se voit ainsi crédibilisée. En même temps, l'extrême droite s'en sert pour pointer la collusion « *UMP* » et se poser en voie de secours providentielle.

L'action résolue des militants d'extrême-droite leur permet de gagner en adhésion. Mais leur terrain est la galère du quotidien, la crise du système capitaliste perpétuée par une pseudo-démocratie cautionnée par tous les grands partis.

Le capitalisme : travail, famille, patrie !

L'essence du capitalisme est que les capitalistes ont besoin d'augmenter toujours plus l'exploitation des classes dominées pour battre leurs concurrents. Si il faut aller jusqu'à instaurer une dictature pour supprimer toute possibilité de résistance des exploitésEs, les capitalistes finiront par financer le parti qui le propose. C'est ce qui est arrivé dans les années 30. L'Europe a failli connaître une révolution communiste dans la foulée de la Révolution russe de 1917. C'est face à une situation pré-révolutionnaire, avec des millions de personnes voulant en finir avec le capitalisme, que la bourgeoisie s'est convaincue de soutenir et financer les futurs dictateurs fascistes. L'exploitation est le cœur du système, le patriarcat et le nationalisme sont les deux principaux moyens de maintenir cette exploitation.

On nous dit qu'il est naturel que la cellule de solidarité de base d'un individu soit sa famille avec un papa « *chef de famille* », une maman qui fait tourner la maison et des enfants dociles. Les chiffres de la maltraitance et de la violence conjugale montrent pourtant que cette famille patriarcale n'est pas solidaire pour touTEs ! Mais il permet de reproduire le capitalisme tel qu'il est. Sauf exception, les enfants de riches héritent de la richesse et ceux des pauvres héritent de la galère. Le patriarcat permet d'éduquer dès tout petit à trouver cela normal, à respecter et reproduire l'ordre établi, la hiérarchie, la concurrence de tous contre tous, les préjugés... Pour se maintenir, le patriarcat infériorise et remet dans le droit chemin (par la violence dès que nécessaire) toutes les personnes qui risquent de le questionner : les femmes, les LGBTI et même les jeunes.

Le nationalisme est tout aussi puissant : il unit ceux qui devraient s'affronter et divise ceux qui devraient s'unir. Le capitalisme est impérialiste : des pays dominés sont essentiellement des réserves de matières premières et de main d'œuvre pas chère, des pays dominants font le travail qualifié et consomment (et gaspillent...). Il y a bien sûr des subtilités et des évolutions mais l'ensemble des peuples ont en commun d'être exploités par la classe dominante et chaque pays dépend des autres. Pourtant dans chaque pays, la classe dirigeante persuade son peuple qu'il est LE meilleur, le plus digne et le plus travailleur. La fonction de ce nationalisme est de souder ensemble les différentes classes d'un même pays et de faire oublier le conflit entre les classes, le fait que l'une exploite les autres. Il justifie l'existence d'un Etat avec son appareil répressif.

Seule une politique qui attaque sans concessions sur ces trois terrains peut venir à bout de l'extrême droite mais aussi du système qu'elle protège : le capitalisme.

Comment combattre l'extrême droite ?

Il faut donc se mobiliser contre les organisations d'extrême-droite en tant que telles. Nous avons parlé des années 30 : à l'époque le mouvement ouvrier a commis l'erreur fatale de se diviser et de sous-estimer les fascistes, prêts à éliminer physiquement ses opposants. Nous critiquons les autres forces de gauche, dénonçons la responsabilité du PS et combattons la politique de droite du gouvernement Hollande et tous ses relais. Cependant nous nous unissons à touTEs les militantEs qui veulent combattre l'extrême-droite sur le terrain de la mobilisation sociale. Cela signifie que partout où l'extrême-droite passe, les partis, les syndicats, les associations, les individuEs de gauche se mobilisent pour leur signifier qu'ils ne sont pas les bienvenus. Eux ne se gênent absolument pas pour arracher nos affiches, nous harceler jusqu'à l'agression pure et simple dès qu'ils se sentent en force. Nous ne pratiquons que l'auto-défense mais elle doit être résolue et la plus collective possible. L'organisation en partis, en syndicats, en collectifs de vigilance et de réaction est plus que jamais nécessaire.

La bataille se joue aussi et surtout contre les reculs que nous subissons sur tous les terrains. C'est le terrain de la mobilisation de masse (la Manif pour Tous) qui a permis aux droitiers radicaux de se décomplexer. C'est sur ce terrain que nous les battons. Cela ne veut pas dire attendre la grève générale pour agir mais bien la construire. Le syndicalisme doit permettre de reconstruire au

quotidien la conscience que la seule guerre à mener est contre les patrons et l'Etat. La construction d'outils d'auto-organisation des opprimésEs, en lien avec le mouvement social, est indispensable. Qu'il s'agisse d'une petite insulte du quotidien ou d'une réforme gouvernementale d'ampleur, nous sommes la force qui réunit du tac au tac toutes celles et ceux qui veulent réagir et agir pour l'unité de la classe ouvrière contre l'exploitation, le patriarcat, le nationalisme et toutes les oppressions et les haines qui en découlent.

Il faut mobiliser et remobiliser, d'autant que c'est dans la lutte que les consciences et les pratiques évoluent le plus vite. A la rentrée la réforme des retraites a le potentiel d'unifier la population dans une lutte pour un acquis social majeur. Les mobilisations sociales, antiracistes, pour les droits des femmes et des LGBTI, doivent se nourrir les unes les autres et converger pour tendre à un affrontement global contre le gouvernement, l'Etat et le patronat.

Pour aller plus loin :

Retrouvez sur notre site différents textes et topos pour aller plus loin.

Léon Trotsky, « Comment vaincre le fascisme ? », Octobre 1932

Antonio Gramsci, « L'échec du syndicalisme fasciste », Janvier 1924

Lénine, « L'impérialisme, stade suprême du capitalisme », 1917

À LA RENTRÉE, MON LYCÉE VA EXPLOSER !

Pour la seconde rentrée de François Hollande en tant que Président, nous n'aurons aucune surprise sur son action en direction des lycées. Alors qu'il était censé être le sauveur de l'éducation grâce à la « politique du changement », il n'est pas revenu sur les 80 000 suppressions de postes et les fermetures de filières.

Si le gouvernement PS prétend donner la priorité à l'Éducation, la promesse de combler les manques d'enseignants et de personnels dans l'Éducation

Nationale ne sera pas tenue. En effet, les 60 000 postes promis viendront à peine remplacer les 50 000 départs à la retraite et restent insuffisants face à la pénurie de profs.

Aujourd'hui les classes sont toujours aussi surchargées et plusieurs filières sautent dans les lycées faute de moyens (par exemple, l'option médias au lycée sud au Mans n'est pas assez lucrative en terme d'image pour l'établissement). Et ce n'est pas la suppression de 2000 assistants d'éducation comme cela a été annoncé qui va améliorer les choses.

Dans la même logique de faire des économies, on nous annonce aussi que le Bac pourrait être passé en contrôle continu, ce qui créerait de fait une inégalité car pour l'instant le Bac est délivré de la même manière à toutes et tous : les épreuves sont passées au même moment avec les mêmes sujets, et il est anonyme. Le passage au contrôle continu reviendrait à indiquer la ville et le lycée où il a été obtenu, autant dire que l'employeur n'hésitera pas à choisir les lycéens venant d'un lycée côté plutôt que d'un lycée qui a mauvaise réputation. Ainsi, cette

réforme ferait du BAC un diplôme à deux vitesses avec des BAC « d'élite » pour une minorité ayant fréquenté les meilleurs établissements et un BAC de valeur moindre pour les autres.

Il est également regrettable que la seule solution que semble avoir trouvée le gouvernement pour réduire le nombre d'élèves par classe soit les expulsions des lycéens-lycéennes sans-papiers qui n'ont pas cessé depuis l'élection d'Hollande.

Dans une société injuste où les jeunes et les travailleurs subissent les attaques des actionnaires, des patrons et du gouvernement, c'est maintenant à notre éducation que l'on s'attaque !!! Non à la casse de l'Éducation !

Mobilisons nous pour obtenir plus de moyens pour nos lycées et l'arrêt des expulsions des élèves sans-papiers!

Martin (Comité jeunes Le Mans)

MOBILISATION DES ASSISTANTS D'ÉDUCATION

L'annonce de la suppression de 2000 postes d'assistant d'éducation au niveau national a mis le feu aux poudres ces derniers jours. Les AED de différents départements ont exprimé leur colère en assemblées générales ou en organisant des journées de grève. A Marseille et dans le Maine et Loire notamment où ce sont 20 postes d'AED ou d'assistants de vie scolaire qui vont disparaître à la rentrée. Dans un contexte de pénurie de personnels dans l'Éducation Nationale, cette nouvelle annonce du gouvernement passe

mal. Ces suppressions ont des conséquences sur l'encadrement des élèves, leur sécurité au sein de l'établissement. Les AED ont également un rôle d'accompagnement pédagogique et leur présence est indispensable pour un bon fonctionnement des établissements.

Une journée de grève et de rassemblements a eu lieu le 25 juin, avec de nombreuses vies scolaires mobilisées et 200 personnes présentes devant l'Inspection Académique à Angers pour

dénoncer cette casse de l'encadrement éducatif et des conditions de travail des personnels de vie scolaire.

Alors que l'éducation devait être la priorité du gouvernement et que le service public d'éducation devrait pouvoir accueillir tous les élèves dans de bonnes conditions, notamment les élèves handicapés, c'est une nouvelle fois ce secteur qui est victime des plans d'austérité. Une nouvelle journée d'action est prévue le jeudi

28 juin à Angers et les personnels mobilisés se disent prêts à poursuivre la mobilisation à la rentrée !

Face aux suppressions de postes, aux coupes budgétaires, à la précarisation des personnels et à la dégradation des conditions de travail et d'études dans les établissements, résistance !

MOTS CROISÉS ANTICAPITALISTES

	A	B	C	D	E	F	G	H	I	J	K	L	M	N
1														
2														
3														
4														
5														
6														
7														
8														
9														
10														
11														
12														
13														
14														

HORIZONTAL

- 1 : Le paradis sur terre ; habitant des égouts
- 2 : idole des geeks ; le seul ministère qu'on aime
- 3 : à Marseille du 10 au 20 juillet ; nouveau nom du Parti communiste cambodgien
- 4 : compte-rendu ; École émancipée ; pas un amateur
- 5 : ne durera pas ; permet d'y croire
- 6 : elle porte l'orage comme le capitalisme porte la guerre ; pour manger à la fac ; dispersé
- 7 : ancienne tendance de la LCR ; six dans la cité de la louve ; supporte la balle
- 8 : traversée pour aller aux RIJ
- 9 : marque de colle
- 10 : bidonné ; comme le capitalisme ; censés nous apprendre des trucs
- 11 : en vogue à Argenteuil

VERTICAL

- A : Assassiné par les fascistes
- B : eau de source ; est anglais ; la révolution par les urnes
- C : Réunis ceux qui sont fiers ; oui bolchevik ; sur do
- D : frontière en forêt ; si seulement elle avait connue l'avortement
- E : fondé par Chirac ; fondé par Lula ; les communistes n'en ont pas
- F : raconter à l'ancienne ; née d'une coquille
- G : pas loin ; Hitler la voulait ; pas d'illusion mais déçoit quand même
- H : parti garer sa caravane
- I : comme la voix d'un ado ; s'est présentée en 2012 ; gros caillou
- J : arbre d'hiver ; s'est présenté en 2007 ; le goal
- K : indice économique ; après les crédits
- L : balance

HORIZONTAL :

- 1. Communisme ; Rat
- 2. Mac ; Map
- 3. Europride ; PPC
- 4. CR ; EE ; Pro
- 5. Éphémère ; Voir
- 6. Nuée ; Rue ; Épars
- 7. TR ; VI ; Tee
- 8. Méditerranée
- 9. UHU
- 10. RI ; Mal ; Profs
- 11. Islamophobie
- 12. Recess ; Or
- 13. Prise ; TD
- 14. Egée ; Lénine

VERTICAL :

- A. Clément Méric
- B. Pure ; IS ; PC
- C. Marche ; Da ; Ré
- D. Oree ; Marie
- E. UMP ; PT Âmes
- F. Narrer ; Écluse
- G. Ici ; Ruhr ; PS
- H. Raphaël
- I. Muée ; Eva ; Roc
- J. Pin ; OB ; Un
- K. Va ; Fin
- L. Rapporteuse
- M. Apprise ; Ote
- N. Corée du Nord

QUEL-LE RÉVOLUTIONNAIRE ES-TU ?

La première fois que tu t'es révolté-e c'était ?

- a) en 3ème en cours d'histoire, quand tu as lu le chapitre sur la révolution russe
- b) contre la caméra devant ton lycée, tu ne pouvais plus fumer de joints tranquillement
- c) contre la fermeture de Megaupload, tu ne pouvais plus télécharger Game of Thrones
- d) tu ne t'es jamais révolté-e, ça demandait de sortir de ton canapé

Tes luttes préférées, ces dernières années ?

- a) Aucune ne te plaît, il leur manque toutes un Parti révolutionnaire
- b) Les contre-somets, tu as gardé un pavé en souvenir, que tu avais lancé sur un CRS à Strasbourg en 2009
- c) Les anonymes, pour une fois que des militants utilisent Linux
- d) Les Indignés, tu as même ramené ton fauteuil place de la Bastille

Le ou la révolutionnaire dont tu te sens le-la plus proche :

- a) tu hésites entre Lénine et Trotsky mais tu finis par revenir vers Marx, c'est la version originale quand même
- b) Angela Davis, elle au moins elle passe à l'action, tu rêves de sa Kalachnikov

- c) Harry Potter, d'ailleurs tu as toute une théorie sur le rôle subversif du tome VI
- d) Jean-Luc Mélenchon, la révolution par les urnes, c'est quand même moins fatigant

Pour toi un mouvement lycéen c'est l'occasion :

- a) pour la jeunesse de jouer son rôle de plaque sensible et d'entraîner le prolétariat dans l'action
- b) de brûler des poubelles et de lancer des œufs sur ton proviseur
- c) de faire voter en AG de remplacer tous les PC du lycée par des Mac book pro
- d) de faire une grâce matinée, tu as vu sur Facebook que le lycée était bloqué le lendemain

Une association de lutte contre l'homophobie intervient dans ton lycée :

- a) tu harangues tes camarades de classe pour expliquer que sans le communisme l'homophobie ne cessera pas
- b) tu lances une capote pleine d'eau à ton proviseur ultra-homophobe
- c) tu en profites pour réviser tes classiques : The L Word, Boys don't Cry et Harvey Milk
- d) tu décides d'aller plus tôt à la cantine, les débats c'est un peu chiant

Ton premier boulot c'était :

- a) à PSA Aulnay, tu voulais faire le « tournant ouvrier » mais tu n'as tenu que trois jours
- b) dans la police, tu voulais apprendre à tirer pour mieux la combattre
- c) chez Apple, tu voulais que le prochain Iphone soit de couleur rouge
- d) à la Poste, tu croyais c'était pour les fainéants mais tu n'as pas réussi à faire une seule tournée

Habituellement quand tu vas dans un bar le samedi soir, c'est pour :

- a) faire une réunion politique avec des sympathisant-e-s, toi tu ne bois jamais d'alcool
- b) faire le tour des bouteilles vides, ça fait des munitions pour les cocktails Molotov
- c) te brancher sur leur wifi pour que Hadopi ne puisse pas suivre ta trace
- d) tu ne vas pas au bar, c'est bien trop loin de chez toi

Ton film préféré c'est :

- a) Potemkine en version originale, tu n'y comprends rien mais tu trouves ça vraiment classe
- b) avant c'était Fight Club, après tu as compris que c'étaient des fascistes
- c) Star Wars : maître Yoda, c'est un peu ton Lénine à toi
- d) La Cité de la Peur. Ça fait pas

vraiment peur, et toi aussi tu es dans ton délire prolétarien

Pendant une manif tu préfères :

- a) chanter « l'appel du Komintern », ça fait bolchévik, même si tout le monde te prend pour un fou ou une folle
- b) lancer des pétards et des fumigènes sur les CRS, c'est plus rigolo, sauf quand tu finis en garde à vue
- c) te déguiser, avec ton sabre laser, ta cape et ton masque à gaz, t'as un peu chaud mais c'est vraiment la classe !
- d) t'asseoir dans le camion de tête, ça fait chef et tu n'as pas besoin de marcher

Pour toi les vacances idéales c'est :

- a) les RIJ et l'université d'été du NPA, mais tu aimes aussi les stages de LO
- b) le camp d'entraînement des Blacks Blocks, on y apprend à faire des barricades
- c) passer des heures sur les forums, t'as déjà convaincu plein de gens que les super-héros étaient d'extrême droite
- d) buller tranquillement chez toi, mais ça ne te change pas du reste de l'année

Quand le proviseur de ton lycée te convoque :

- a) tu lui expliques qu'il est un agent de la bourgeoisie qui réprime la jeunesse prolétarienne
- b) tu ne réponds pas à ses questions, au risque qu'il moucharde aux flics
- c) il cherche à te faire passer du côté obscur, tu lui coupes les bras et tu le jettes dans un puits sans fond
- d) c'est qu'il a dû se tromper de personne, tu n'as jamais rien fait de militant sur ton lycée

Une réunion de famille est organisée le week-end prochain :

- a) tu n'y vas pas, la famille c'est le premier cadre d'oppression de la jeunesse, d'ailleurs tu répudies tes parents
- b) tu y vas, c'est l'occasion de revoir ton cousin toto et de traiter ton grand père de gros raciste
- c) tu leur dis que tu gères déjà trois familles dans les Sims, et qu'au moins celles-là ne pensent pas que tu es un-e asocial-le complètement timbré-e
- d) tu n'y vas pas, comme ça ils penseront que tu milites vraiment

Tu as plus de d : bravo ! Tu es un-e Mollasson-ne révolutionnaire

Pour toi être militant-e ce serait bien, mais ça te semble trop fatigant. Tu préfères faire la grasse matinée que distribuer des tracts à l'entrée de ta fac. Entre ton canapé douillet et ta réunion de comité, tu as fait ton choix. Quand le blocage de ton lycée se faisait attaquer par les CRS, tu regardais Dr House en boucle dans ta chambre. Il serait temps de réagir ! D'ailleurs tu as déjà essayé : une fois, tu as été à l'heure pour une diff... avant de te rendre compte que tu avais oublié les tracts ! À ce rythme-là, tu regarderas la Nouvelle Star le soir de la révolution !

COMPTE LE NOMBRE DE FOIS OÙ TU AS CHOISI LES RÉPONSES a, b, c ou d :

Tu as plus de a : bravo ! Tu es un-e Dogma révolutionnaire

Toi tu as compris un truc, c'est que tu as tout compris ! Enfin c'est ce que tu crois. Pour toi, rien ne vaut plus que la théorie écrite par les grands marxistes, Trotsky, Lénine ou Marx. Tu leur voues un véritable culte. Les œuvres de Lénine sont si bien rangées dans ta bibliothèque, qu'on se demande si tu les as déjà ouvertes. Tu as toujours un truc intelligent à dire ou une leçon à donner. Tu ne comprends pas très bien pourquoi tes collègues et tes camarades de classe ne te supportent pas. Mais attention ! La théorie se nourrit de la pratique, le marxisme est une science vivante, dont les conclusions évoluent en rapport avec la réalité. Penche-toi un peu

plus dessus, sinon au moment de passer à l'action, tu seras encore en train de vendre ta revue à un autre trotskyste !

Tu as plus de b : bravo ! Tu es une Tête brûlée révolutionnaire

On l'aura compris, pour toi l'important, c'est l'action ! Rien ne te fait plus de bien que de lancer un pavé à la figure d'un CRS. Tu ne peux pas te passer du goût piquant de la lacrymo quand tu fais une manif. D'ailleurs tu es toujours au service d'ordre. Tu cultives ton look cuir-keffieh-capuche et tu achètes même des cigarettos. Tu as voulu entraîner tes camarades à utiliser des frondes et des chaînes de vélo. Tu as même essayé les nunchakus. Mais Bruce Lee qui se bat contre

son patron, c'est seulement au cinéma ! Tu détiens le record de garde à vue, à tel point que tes camarades ont pris un abonnement au commissariat du coin. Ton pépé d'Action directe t'a appris à faire des bombes et tu prévois un séjour aux Philippines pour apprendre à manier un fusil. Mais attention ! Aussi déterminé-e que tu sois, si tu es tout-e seul-e ou si tes actions sont minoritaires, le seul résultat ce sera la prison ! Rien ne remplace l'action de masse.

Tu as plus de c : bravo ! Tu es un-e Geek révolutionnaire

Pour toi, la lutte de classe, c'est Dark Vador contre Yoda, Aragorn contre Sauron ou Homer Simpson contre Mr. Burns. Rien ne

ressemble plus au Parti bolchévik que l'armée de Dumbledore. D'ailleurs tu voudrais la recréer dans ta fac ou ton lycée pour lutter contre les fascistes. Tu es à la pointe du militantisme sur les réseaux sociaux : Twitter, Facebook ou Instagram n'ont aucun secret pour toi ! Tu te bats dans ton parti pour faire l'unité avec les Anonymous et tu pirates régulièrement les sites d'extrême droite. Mais attention ! Le militantisme ne se limite pas à Internet ! Rien ne remplace les rencontres, les discussions collectives et l'action. Mais ça tu l'as déjà entendu, tu ne démords pas de tes mots d'ordre : Mac is beautiful ! Asta la victoria comandante Che Geekvara !



Été 2013

www.npa2009.org
http://npa.jeunes.free.fr
contact-jeunes@npa2009.org

L'ÉTINCELLE ANTICAPITALISTE

L'étincelle anticapitaliste

Journal des jeunes du NPA - De la révolte à la révolution

Revue publiée par le secteur jeunes du Nouveau Parti Anticapitaliste

Directeur de publication : Jean Baptiste Tondou

Impression : Rotographie - Montreuil.

Numéro ISSN : en cours.

Numéro de commission paritaire : en cours.

Tirage : 1000 exemplaires.



Abonnez-vous ! Prenez contact !

Nom Adresse Ville

Prénom Téléphone

Statut : Code postal e-mail

Envoyez à NPA Jeunes, 2, rue RICHARD LENOIR, 93 100 MONTREUIL
CONTACT-JEUNES@NPA2009.ORG // RÉDACTION : ETINCELLE.ANTICAPITALISTE@GMAIL.COM
npa.jeunes.free.fr // 01 48 70 42 30

- Je veux m'abonner au JOURNAL (à PARTIR DU NUMÉRO...) POUR 10 € POUR 10 NUMÉROS (CHÈQUE À L'ORDRE DE APEIJ)
- Je désire PRENDRE CONTACT avec Les Jeunes du NPA